

## Dispositions spécifiques au monde agricole applicables aux bassins de la Bresle et de la Divette-Verse placés en situation de crise

L'arrêté cadre sécheresse applicable au département de l'Oise prévoit des possibilités d'aménagements ponctuels à l'interdiction d'irrigation localisée et d'irrigation des grandes cultures sur les bassins placés en situation de crise. Des dérogations ponctuelles peuvent être demandées (formulaire disponible sur démarches simplifiées <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/test/19c2b720-a84b-4834-a01c-bc7a1beb118e> pour certaines cultures légumières de plein champ, sous réserve des conditions énoncées à l'article 6.2 de l'arrêté cadre sécheresse en vigueur.

Pour rappel, l'article 6.2 de l'arrêté cadre du 29 juillet 2022 concernant la mesure dérogatoire agricole prévoit qu'en « période de crise, pour certaines productions identifiées dans l'annexe 6 du présent arrêté : Pourront déroger les cultures légumières de plein champ (hors betteraves sucrières, betteraves fourragères et pommes de terre féculé), les mesures de limitation des usages de l'eau peuvent être adaptées sous réserve qu'elles n'engagent que des volumes limités sur une durée déterminée, limitée. Dans ce cas, l'exploitant effectue une déclaration auprès de la Direction départementale des territoires en précisant les conditions de réalisation de l'irrigation (nature de la demande et raison, période de mise en œuvre et volumes estimés) et la localisation. »

L'article 6.3 indique qu'« A titre exceptionnel et essentiellement à partir du niveau de crise, à la demande d'un usager ou d'un nombre limité d'usagers, le préfet/ la Préfète peut prendre des mesures d'adaptation des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau s'appliquant à son usage dans le respect des orientations du présent arrêté. La décision est alors notifiée à l'intéressé. La demande d'adaptation des mesures de restriction est adressée à la Direction départementale des territoires et doit justifier des conséquences des restrictions en cours sur l'usage concerné. La demande s'accompagne a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire ainsi que les dates et heures de prélèvement en jeu.

La demande ne sera recevable que si elle n'engage que des volumes limités et pour une durée déterminée. »